



La Fédération
des commissions
scolaires
du Québec

R

[RÉUSSITE]

réussite réussite réussite réussite réussite
réussite réussite réussite réussite réussite
réussite réussite réussite réussite réussite

réussite réussite réussite réussite réussite
site réussite réussite réussite réussite réussite
réussite réussite réussite réussite réussite

LA FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

NOTRE MISSION

En vertu de la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires du Québec et de ses règlements généraux, la mission de notre organisation se définit ainsi :

- promouvoir les intérêts de l'éducation au Québec;
- représenter les commissions scolaires auprès des instances gouvernementales, des organismes concernés et de l'ensemble de la population;
- influencer le pouvoir décisionnel en éducation en assurant un leadership constant;
- répondre efficacement aux besoins de services communs;
- faire la promotion du système public d'éducation.

NOS VALEURS

- Le respect de l'autonomie et des responsabilités des membres qui s'exprime, notamment, par une approche participative.
- La transparence dans nos interventions et nos interactions qui s'exprime par une recherche d'un partenariat enrichi et engagé.
- L'équité dans le traitement des besoins de développement du réseau qui s'exprime, notamment, par des contributions adaptées aux situations.

NOTRE DÉCLARATION DE SERVICES

Dans le respect des valeurs de l'organisation, et par souci de bien réaliser sa mission, la Fédération s'engage à :

- promouvoir la qualité d'un service public d'éducation;
- être un partenaire et un organisme rassembleur, actif, avisé et incontournable dans l'évolution et le développement de l'éducation au Québec;
- soutenir et accompagner les commissions scolaires, les intervenants et les partenaires associés, dont les parents;
- assurer une veille stratégique constante et rigoureuse;
- rendre accessible l'ensemble de ses services et de ses expertises.

LE PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

Orientation 1 – La gouvernance

Orientation 2 – La mission éducative

Orientation 3 – Le développement durable

Orientation 4 – Le soutien et l'accompagnement des intervenants et du réseau

TABLE DES MATIÈRES

FAITS SAILLANTS	4
RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE	11
RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE	14
INSTANCES POLITIQUES 2016-2017	16
MEMBRES DU BUREAU DE DIRECTION.....	18
MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL.....	19
 ORIENTATIONS STRATÉGIQUES	
ORIENTATION 1 La gouvernance	21
ORIENTATION 2 La mission éducative	24
ORIENTATION 3 Le développement durable.....	28
ORIENTATION 4 Le soutien et l'accompagnement des intervenants et du réseau.....	30
RÉCIPIENDAIRES DE L'ORDRE DU MÉRITE DE LA FCSQ 2016-2017	35
PERSONNEL ADMINISTRATIF	36

Note : Le rapport annuel couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017



**FAITS
SAILLANTS**

ZOOM SUR LA RÉUSSITE

Compte tenu du contexte politique incertain qu'avait créé le projet de loi n° 86, qui prévoyait abolir la démocratie scolaire, la FCSQ avait pris la décision d'annuler la tenue du colloque prévu en 2016. Il a été remplacé par une activité plus modeste, mais centrée sur la mission des commissions scolaires, l'activité de réflexion et d'échanges, *Des régions mobilisées pour la réussite des élèves*, qui a précédé la 69^e Assemblée générale de la FCSQ. Après une conférence sur la mobilisation régionale et locale pour favoriser la persévérance et la réussite scolaires de Michel Perron, titulaire de la Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes et directeur scientifique du Projet CartoJeunes, les participants étaient invités à identifier de nouvelles pistes d'action à réaliser, à bonifier ou à consolider pour favoriser la réussite des élèves.

Peu de temps après l'assemblée générale, le gouvernement annonçait l'abandon du projet de loi n° 86 en affirmant que le véritable enjeu en éducation n'était pas la gouvernance actuelle, mais plutôt la réussite des élèves. Cette conclusion s'est imposée à la lumière des consultations sur le projet de loi durant lesquelles les commissions scolaires ont fait la démonstration de l'importance d'avoir des élus mobilisés pour la réussite en partenariat avec leur milieu. Du même souffle, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Sébastien Proulx, annonçait une vaste consultation à l'automne, en vue de l'élaboration d'une politique sur la réussite éducative. Une annonce qui faisait écho à la demande pour une Politique nationale de l'éducation publique, formulée par la FCSQ à la suite de son Sommet sur l'éducation en 2012, et qui rendait encore plus pertinente l'activité de mobilisation régionale sur la réussite.

La FCSQ a donc convoqué une réunion des présidences et des directions générales, le 21 octobre 2016, afin de discuter des trois axes d'intervention mis de l'avant par le ministre dans sa vaste consultation. La rencontre avait deux objectifs : identifier les éléments qui devaient ou non faire partie de l'éventuelle politique sur la réussite éducative et les orientations qui guideraient la rédaction d'un mémoire. Ce fut une rencontre extrêmement riche et stimulante qui a non seulement alimenté la rédaction du mémoire conjoint de la FCSQ avec l'Association des directions générales des commissions scolaires, mais aussi enrichi les présentations des commissions scolaires qui ont participé aux consultations régionales du ministre.

C'est donc lors des consultations nationales sur la politique de la réussite éducative, les 1^{er} et 2 décembre 2016, que la FCSQ a présenté son mémoire conjoint avec l'ADIGECS, contenant une quinzaine de recommandations. La principale recommandation était de doter le Québec d'une réelle vision de l'éducation avec des principes et des objectifs auxquels toute la société adhère.



Allocution du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Sébastien Proulx, lors de l'activité de réflexion et d'échanges *Des régions mobilisées pour la réussite des élèves*

La Fédération a mis en garde le ministre contre la tentation d'adopter une série de moyens ou d'interventions ministérielles en réaction à la nouvelle du jour ou motivées par une vision partisane. Le succès de cette politique de la réussite éducative, qui doit être dévoilée sous peu, dépendra notamment de la capacité des élus et des dirigeants scolaires locaux à mobiliser tant le personnel que leurs partenaires autour de cette politique et à appliquer celle-ci en fonction des besoins et des réalités de leur milieu; la Fédération sera là pour rappeler l'importance de la gouvernance locale.

NOUVEAU PROJET DE LOI SUR LA GOUVERNANCE

Après l'abandon du projet de loi n° 86, le ministre de l'Éducation a présenté le projet de loi n° 105 : Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique. Ce projet de loi prévoyait notamment l'octroi du droit de vote aux commissaires-parents, la mise sur pied d'un comité de répartition des ressources, un plan d'engagement vers la réussite pour la commission scolaire et un projet éducatif pour l'école. Lors des consultations en commission parlementaire, la FCSQ s'est montrée satisfaite que le gouvernement ait fait le choix de maintenir la démocratie scolaire, mais a plaidé pour une réelle reconnaissance du rôle des élus scolaires, notamment par la mise en place de mesures pour favoriser la participation en vue des élections scolaires de 2018. La Fédération a également exprimé des inquiétudes quant aux nouveaux pouvoirs consentis au ministre par le projet de loi et à la sauvegarde

du principe de répartition équitable des ressources. Le projet de loi a été adopté le 17 novembre 2016, après que l'étude détaillée eut permis d'apporter certains correctifs importants, comme le respect de la règle démocratique du vote à la majorité simple au conseil des commissaires et des ajustements à la composition du comité de répartition des ressources. Comme elle le fait pour chaque projet de loi ayant une incidence sur le réseau scolaire, la Fédération a mis à la disposition de ses membres des outils pour s'assurer d'une compréhension commune des nouvelles obligations et des responsabilités des commissions scolaires. Elle a également demandé au ministre d'être mise à contribution pour la préparation du guide relatif aux pratiques de gestion décentralisée, comme prévu dans le projet de loi.

CRÉATION D'UN COMITÉ DE RÉFLEXION SUR LA VALORISATION DES ÉLUS SCOLAIRES

À l'initiative de la présidente de la FCSQ, M^{me} Josée Bouchard, et notamment à la suite de discussions entre des membres de la Commission permanente sur les enjeux politiques et financiers, un comité de réflexion sur la valorisation des élus scolaires a été créé lors du conseil général des 21 et 22 octobre 2016. Ce comité, qui avait comme mandat de proposer des pistes d'action qui contribueront à la valorisation de la fonction d'élus scolaire, notamment en vue des élections scolaires de 2018, a présenté ses recommandations au conseil général des 17 et 18 février 2017.

Le comité a proposé des pistes d'action à court, à moyen et à long terme afin d'atteindre les objectifs suivants :

- Faire connaître le rôle des élus scolaires tant à l'interne (commission scolaire) qu'à l'externe
- Appuyer et outiller davantage les élus scolaires dans leur rôle
- Renforcer la présence politique et publique des élus scolaires
- Développer dans la population le réflexe de la citoyenneté scolaire

GOUVERNANCE DE LA FCSQ

Le 8 décembre 2016, M^{me} Bouchard a annoncé qu'elle ne solliciterait pas de nouveau mandat à la présidence de la FCSQ. Fière du travail accompli depuis son élection à la Fédération en 2003, d'abord comme vice-présidente et ensuite comme présidente (2009), elle terminera son mandat en juin 2017 avec le sens du devoir accompli. En conformité avec les règlements généraux, l'élection à la présidence se déroulera lors de l'assemblée générale des 2 et 3 juin prochains. Il y aura également une élection à la vice-présidence et au bureau de direction. Le conseil général, lors de sa séance des 9 et 10 décembre, a résolu de mettre sur pied un comité sur la gouvernance afin de soumettre au conseil général des propositions de modifications aux règlements généraux de la Fédération sur le nombre de mandats à la présidence et à la vice-présidence, le nombre de mandats des membres du bureau de direction, ainsi que la composition et l'élection des membres du bureau de direction.

SUIVI À LA SIGNATURE DES ENTENTES

À la suite de la signature des ententes nationales conclues avec l'ensemble des neuf fédérations syndicales du réseau scolaire francophone, l'équipe des relations du travail de la FCSQ a travaillé à la mise en œuvre de ces ententes quant à leur interprétation et leur application. La Fédération a organisé trois rencontres nationales d'information pour le réseau. En plus de son service de soutien et d'accompagnement, la Fédération a également produit, par le biais du Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires francophones, plusieurs documents d'information à l'intention des commissions scolaires et a travaillé de concert avec la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires (GRICS) pour que les développements informatiques nécessaires à la mise en œuvre des ententes soient conformes. Comme prévu aux ententes, des discussions sont en cours pour implanter deux projets pilotes dès l'année scolaire 2017-2018. Le projet pilote discuté avec la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE) vise à expérimenter un modèle d'organisation différent de l'année de travail et de la semaine régulière de travail en formation professionnelle. Avec la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), le projet pilote vise à expérimenter de nouvelles modalités relatives à l'organisation de la tâche du personnel enseignant. La FCSQ a aussi siégé à un comité sur le régime de retraite des employés du secteur éducation.

FINANCEMENT DES COMMISSIONS SCOLAIRES

À la suite du dépôt du budget du Québec 2016-2017, lequel mettait fin aux compressions budgétaires, la FCSQ a déposé un mémoire rédigé conjointement avec l'ADIGECS, sur le projet de règles budgétaires, qui demandait au gouvernement d'assurer la pérennité du financement du réseau scolaire. Le mémoire soulevait notamment la question du sous-financement chronique de certaines enveloppes, comme les services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage et la francisation. De plus, face à la volonté concrétisée de transférer directement certaines mesures aux établissements, la Fédération et l'ADIGECS demandaient au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MESS) d'accorder aux commissions scolaires et à leurs établissements la souplesse nécessaire dans la mise en œuvre du modèle de décentralisation ministériel. En plus de déplorer la date tardive du dévoilement des règles budgétaires et le trop grand nombre de mesures ciblées, le mémoire soulignait les préoccupations du réseau entourant le financement de la maternelle 4 ans à temps plein, du transport scolaire et des technologies de l'information.

Lors de sa mise à jour économique d'octobre, le gouvernement a annoncé un réinvestissement de 35 M\$ en éducation pour l'année en cours. La FCSQ lui a alors indiqué qu'il devait éviter les mesures ciblées et laisser aux commissions scolaires la latitude pour réaliser des projets en lien avec les besoins et les réalités de leur milieu et ainsi s'assurer de l'atteinte des objectifs en matière de réussite. Cela n'a malheureusement pas été le cas, comme elle a dû le déplorer lors de sa participation aux consultations prébudgétaires en prévision du budget 2017-2018. En effet, la FCSQ a rappelé qu'une



« Lors des consultations prébudgétaires 2017-2018, la Fédération a évalué à 92 M\$ par année sur une période de 5 ans les investissements additionnels nécessaires afin d'assurer le succès du virage numérique dans les écoles du Québec. »

portion de l'investissement de la mise à jour économique de 2015 n'avait pu être utilisée, car les sommes n'ont été transmises aux commissions scolaires que quelques semaines avant la fin de l'année scolaire et qu'elles ciblaient trois objectifs précis. La Fédération a fait part de cette situation aux ministères de l'Éducation et des Finances, car elle craignait que le scénario soit en voie de se répéter pour les sommes annoncées lors de la mise à jour économique d'octobre 2016. La Fédération en a d'ailleurs aussi profité pour demander un meilleur accès aux surplus. Dans l'avis qu'elle a présenté au ministère des Finances sur les consultations prébudgétaires, la FCSQ a également chiffré certains besoins. En matière d'infrastructures notamment, elle demandait d'ajouter une somme de 5 G\$ sur 5 ans pour financer les activités de maintien et d'entretien préventif afin de préserver l'état du parc immobilier scolaire dans un état optimal.

Le budget déposé le 28 mars a été accueilli comme une véritable bouffée d'air frais pour le réseau en raison des investissements de 600 M\$ supplémentaires. Le gouvernement a été sensible aux revendications de la FCSQ en mettant en place un mécanisme pour que les sommes allouées soient accessibles et dépensées dans les temps requis au bénéfice des élèves. Plusieurs des investissements annoncés dans le budget répondent à des priorités exprimées par les commissions scolaires. La Fédération a toutefois souligné au gouvernement qu'il est important que les mesures ciblées et les budgets alloués aux partenaires externes soient soumis à une reddition de compte permettant d'en évaluer l'impact sur la réussite, comme souhaité par le vérificateur général dans son dernier rapport.

INTERVENTIONS POLITIQUES DE LA FCSQ

Interlocutrice privilégiée du gouvernement pour le réseau scolaire, la Fédération a défendu les intérêts de ses membres dans plusieurs dossiers. Elle a présenté un mémoire à l'occasion de l'étude en commission parlementaire du projet de loi n° 105 : Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique. Elle a aussi présenté un mémoire lors de l'étude en commission parlementaire du projet de loi n° 62 : Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes. La FCSQ a aussi déposé un avis dans le cadre de l'étude de pétitions concernant l'opposition à la pesée des élèves dans les cours d'éducation physique et un autre dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 108 : Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics. La Fédération a également participé aux consultations du gouvernement sur le Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie, et sur le renouvellement des politiques culturelle, de l'immigration et internationale du Québec. De plus, la FCSQ a présenté un mémoire dans le cadre des consultations de la Commission sur l'éducation à la petite enfance.

RÉORGANISATION ADMINISTRATIVE ET DÉVELOPPEMENT DES SERVICES

Afin d'améliorer l'efficacité de sa gestion et de refléter plus fidèlement la teneur et l'ampleur des services qu'elle offre à ses membres, la FCSQ a procédé à une réorganisation administrative. Ainsi, la direction du développement organisationnel et des ressources humaines a été abolie. Ces fonctions seront dorénavant assumées par la direction générale et chaque direction de services. Il y a maintenant à la Fédération une direction du financement, de la gestion et des services administratifs responsable des travaux entourant les ressources financières, matérielles et informationnelles dans les commissions scolaires, de même que le transport scolaire. Trois nouveaux postes ont été créés : adjointe administrative, coordonnatrice des services éducatifs et régisseuse. Cette restructuration s'est faite sans l'ajout de ressources supplémentaires.

Pour ce qui est du développement des services, la nouvelle direction du financement, de la gestion et des services administratifs a mis sur pied un regroupement d'achats en assurances complémentaires.

Par ailleurs, le projet pilote Service d'expertise en présence au travail (SEPT), lancé dans le cadre de la mesure d'optimisation du MEES, se poursuit. Actuellement, 13 commissions scolaires en font partie et plusieurs étapes ont été complétées, dont l'analyse des pratiques dans les commissions scolaires participantes. Cet exercice a permis d'établir des constats communs et d'identifier des pistes d'amélioration

continue communes. La Fédération travaille actuellement à la mise en place d'une plateforme web sur la présence au travail. Cette dernière prendra notamment la forme de communauté de pratiques et sera le tremplin pour la réalisation des prochaines étapes.

RENDEZ-VOUS DE LA MAIN-D'ŒUVRE

En plus des nombreuses représentations qu'elle fait lors des rencontres de la Commission des partenaires du marché du travail, la FCSQ a organisé une rencontre de concertation, le 9 février 2017, en collaboration avec la Fédération des cégeps en prévision du Rendez-vous national sur la main-d'œuvre. Plus de 80 acteurs du milieu de l'éducation ont échangé pour identifier les enjeux en matière d'adéquation formation-emploi et pour proposer certaines pistes d'action porteuses. Ces pistes d'action ont été mises de l'avant par la Fédération lors de sa participation au Rendez-vous national sur la main-d'œuvre qui s'est déroulé les 16 et 17 février. Elle a notamment plaidé pour que des mécanismes soient mis en place afin de favoriser la formation continue des travailleurs, notamment pour répondre aux besoins en matière de mise à niveau en littératie et en numératie. Elle a également soulevé la question de la souplesse nécessaire concernant le financement de la formation professionnelle et de l'éducation aux adultes ainsi que le parcours scolaire proposé aux élèves. Cette dernière demande a d'ailleurs trouvé écho dans le budget 2017-2018 déposé le 28 mars.

La FCSQ a également organisé une journée d'échanges sur les pratiques gagnantes en formation

professionnelle. Une trentaine de projets ont été présentés à près d'une cinquantaine de commissions scolaires.

FORMATION, SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT

On observe une hausse de 23 % de participation aux activités de formation offertes par la FCSQ cette année par rapport à l'an dernier. Cette hausse s'observe tant chez les élus que chez les gestionnaires. Chez les élus, la formation *Améliorer la réussite des élèves : ce que font les commissions scolaires performantes* a attiré le plus grand nombre de commissaires. La formation *Appréciation du rendement de la direction générale* a aussi été populaire et les élus ont également participé en grand nombre aux deux webinaires offerts sur les modifications apportées à la Loi sur l'instruction publique. Le thème de l'éthique et de la déontologie a aussi retenu l'attention des élus, ainsi que les séances sur les médias sociaux, sur la gestion des contrats de la commission scolaire et sur la prise de parole en public. Chez les gestionnaires, les activités de formation qui ont intéressé un grand nombre de participants ont porté sur les médias sociaux (5 conférences : 1 130 personnes), sur les nouvelles ententes liées aux conventions collectives (3 rencontres et 5 formations : 310 personnes) et sur les modifications apportées à la Loi sur l'instruction publique (un webinaire : 300 personnes). Le financement scolaire est demeuré un thème de formation très populaire, avec 26 séances offertes dans ce secteur. Des formations liées à la formation professionnelle ont attiré plus de 180 personnes. Par ailleurs, le recours à la formation à distance (visioconférence, webinaire) s'est accentué.

La Fédération a accru ses services de soutien aux commissions scolaires cette année. Elle a ainsi accompagné une douzaine de commissions scolaires notamment en matière d'organisation scolaire, d'analyse et suivi budgétaires et d'optimisation des ressources. Elle a également poursuivi son soutien dans le secteur de la sélection de personnel pour des postes de cadres et de hors cadres et dans l'accompagnement des élus scolaires à l'égard du processus d'appréciation du rendement de leur direction générale. Les services d'accompagnement de la Fédération ont aussi été sollicités en vue de soutenir des commissions scolaires dans leur processus d'élaboration de leur plan d'engagement vers la réussite.

STRATÉGIE NUMÉRIQUE

Dès le dépôt du budget 2016-2017, qui annonçait le dévoilement de la Stratégie numérique du Québec dans les mois suivants, la FCSQ a interpellé

le gouvernement sur le rôle du milieu de l'éducation au sein de cette stratégie. En décembre 2016, dans le cadre de la consultation gouvernementale sur la stratégie numérique, le MEES a demandé à la Fédération de procéder à une consultation du réseau des commissions scolaires à ce sujet. Ainsi, la Fédération a fait une synthèse des enjeux et des recommandations des commissions scolaires de même que des initiatives inspirantes concernant le numérique dans le réseau. Lors des consultations prébudgétaires 2017-2018, la Fédération a évalué à 92 M\$ par année sur une période de 5 ans les investissements additionnels nécessaires afin d'assurer le succès du virage numérique dans les écoles du Québec.

TRANSPORT SCOLAIRE

Après avoir consulté ses membres, la Fédération a procédé à une importante mise à jour du contrat type en transport scolaire. Cette mise à jour

visait à tenir compte de l'évolution du cadre réglementaire du transport scolaire et du contexte budgétaire des commissions scolaires. Ainsi, plusieurs nouvelles clauses ont été introduites notamment concernant le retrait des véhicules et la formation des conducteurs.

PRÉSENCE MÉDIATIQUE

La Fédération a répondu à plus de 200 demandes d'information et entrevues au cours de l'année. L'annonce d'une consultation pour une politique sur la réussite éducative, le réinvestissement dans le réseau scolaire, le nouveau projet de loi sur la gouvernance (n° 105), le cours d'éducation financière, le projet pilote sur l'éducation à la sexualité, la décentralisation de certaines mesures budgétaires, la maternelle 4 ans à temps plein en milieu défavorisé, le taux de diplomation, les investissements en infrastructures et les élections à la présidence de la FCSQ font partie des sujets qui ont été abordés durant l'année. La FCSQ a également diffusé une quarantaine de communiqués et produit une dizaine de messages vidéo en plus de maintenir une présence active sur les médias sociaux.



RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE



Notre persévérance et notre foi en la démocratie ont soulevé des montagnes. Cette année restera à jamais gravée dans nos mémoires. Pleins feux sur une fédération engagée et forte!

LE PRINTEMPS DÉMOCRATIQUE

Le 6 avril 2016 marquait la fin de la commission parlementaire sur le projet de loi n° 86 : Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire. Ce même jour, la Fédération des commissions scolaires du Québec y présentait son mémoire avec détermination. À l'instar de ses membres et de plusieurs partenaires venus défendre le maintien des élus scolaires, nous avons démontré le caractère incontournable de la démocratie scolaire au profit des élèves du Québec. Nous avons aussi salué l'exercice mené par la Commission de la culture et de l'éducation qui a permis, à sa face même, que le débat se déroule dans les meilleures conditions. Alors que le ministre François Blais avait annoncé l'abolition des élections scolaires et que le gouvernement, dans toute son histoire, n'avait jamais été aussi loin en déposant un projet de loi, la démocratie scolaire a triomphé.

L'arrivée d'un nouveau ministre, M. Sébastien Proulx, a certainement eu un impact positif dans l'issue de cette commission parlementaire. À l'écoute et fort du grand consensus sur le maintien des élus scolaires en commission parlementaire, le ministre a décidé quelques semaines plus tard de mettre au rancart le projet de loi. Notre joie était indescriptible, tant chez nos collègues anglophones que francophones. Une grande victoire d'équipe! Sans l'unité et la force fédératives et associatives des deux réseaux, nous n'aurions pas pu remporter cette victoire historique.

L'ÉDUCATION, CLÉ DE VOÛTE

L'idée que l'éducation doit être la grande priorité du développement du Québec a commencé à germer dans les partis politiques avant la commission parlementaire. Ces longues semaines à discuter d'éducation publique et de démocratie scolaire ont permis de dresser un portrait nuancé des services dispensés dans chaque région du Québec. De plus, l'amoncellement de compressions budgétaires (1 milliard \$ en 6 ans) ayant créé un trou béant dans le panier de services a rendu la démonstration facile à faire sur la priorité à y accorder. Bref, l'éducation s'avère la clé de voûte de notre

développement. Ce débat a, par ailleurs, enrichi le discours public et nourri les partis politiques quant aux défis à relever pour assurer la pérennité d'un système d'éducation performant et envié du reste du monde.

LE PROJET DE LOI N° 105

Le ministre, pour sa part, s'est mis à l'écriture d'un nouveau projet de loi, axé sur la gouvernance et la décentralisation. De notre côté, nos efforts ont été consentis, outre les nombreux dossiers rattachés à notre mission, à la préparation d'un nouveau passage, le 21 septembre suivant, en commission parlementaire sur le projet de loi n° 105 : Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique. Bien que les débats de structures aient été mis de côté, le projet de loi annonçait des changements substantiels comme la création d'un comité de répartition des ressources, formé majoritairement de directeurs et de directrices d'établissements, l'introduction du principe de subsidiarité ainsi que l'octroi du vote aux commissaires-parents. Ces principales constituantes ont été adoptées. Nous sommes encore dans la phase d'appropriation et d'interprétation de la loi modifiée, dont la mise en œuvre sera déployée sur trois années.

UNE ÈRE NOUVELLE

Les derniers mois ont été vécus comme une véritable bouffée d'air frais. Nous avons cessé de mettre une grande quantité de temps et d'énergie à la défense de la survie des

commissions scolaires. En effet, nous pouvons, à nouveau, nous investir pleinement dans nos mandats, ceux pour lesquels nous sommes élus par la population. Dans la foulée de l'arrivée du nouveau ministre, qui a rapidement affiché ses couleurs, notamment au chapitre de la littératie, de la numératie, des troubles d'apprentissage ainsi que de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes, nous sommes plus que jamais tournés vers la réussite des élèves. À la Fédération, les travaux ont porté principalement sur la représentation et la revendication relatives à la nécessité d'un réinvestissement majeur dans le réseau scolaire. Notre travail n'a pas été vain. Le budget provincial est nettement sur la pente ascendante des investissements.

Toujours dans le cadre de l'arrivée du ministre Proulx, une Politique nationale de la réussite éducative est sur le point d'être lancée. Souhaitons qu'elle réponde à nos ambitions et à notre vision dont les bases ont été jetées lors du Sommet sur l'éducation publique au Québec, par la FCSQ, en 2012. Mais revenons au réinvestissement en éducation... Une politique de la réussite éducative sans le juste financement des moyens pour lui donner vie ne pourra répondre à ses objectifs. Même scénario du côté du virage numérique qui s'inscrira éventuellement dans une stratégie gouvernementale. Nous sommes à l'orée d'importantes transformations

des modes et des moyens d'apprentissage, de l'enfance à l'âge adulte. À titre d'exemple, les métiers de l'avenir constituent, pour leur part, un enjeu majeur en matière de nouveaux programmes d'apprentissage et de dispensation d'enseignement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos murs. Avec un apport de plus en plus grand d'immigrants, la francisation ne pourra, non plus, demeurer dans une enveloppe fermée de financement. La pleine réponse aux besoins des élèves handicapés et en difficulté de comportement ou d'apprentissage demeurera entière tout comme celle aux besoins des élèves autochtones qui fréquentent nos établissements et pour qui la Fédération a décidé de créer un nouveau champ d'expertise, si le financement de notre réseau n'est pas assuré en pérennité.

Tout de même, soyons optimistes! La conjoncture démographique du Québec entraînera la conscientisation et des décisions positives en matière d'éducation. L'accroissement plus rapide de la population des aînés que celui des jeunes entraîne déjà des coûts de santé faramineux. Bref, dans l'urgence de mettre en priorité l'éducation de façon à diplômer les jeunes plus rapidement, force est de constater que pour s'assurer d'une économie forte, il faut une éducation forte.

réussite *réussite* réussite réussite
réussite réussite *réussite* réussite *réussite*
réussite *réussite* réussite réussite réus

REMERCIEMENTS

Non seulement mon mandat se termine cette année, mais j'ai aussi annoncé en décembre dernier mon retrait de la vie politique. Je quitte la Fédération après 14 ans à la gouvernance, soit à titre de vice-présidente (6 ans) et de présidente (8 ans). C'est avec passion que je me suis engagée et que j'ai accompli mes mandats. Ces fonctions constitueront à jamais une importante étape de ma vie professionnelle et personnelle. Je remercie toutes celles et tous ceux qui m'ont accompagnée dans ce périple et spécialement mes collègues de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean, sans qui rien de tout cela n'aurait été possible. Merci pour leur confiance!

Cette dernière année n'a pas été la plus simple de ma présidence. Le combat épique pour la démocratie scolaire et la restructuration administrative de notre Fédération ont été des plus exigeants. Je remercie, au premier chef, celui qui m'a été d'un appui et d'une loyauté exceptionnels, notre vice-président, M. Richard Flibotte.

Toute ma gratitude aux membres du bureau de direction qui m'ont accompagnée sur une mer parfois houleuse, et qui ont été à la hauteur d'un mandat particulièrement complexe.

Chers membres du conseil général, vous avez toute ma considération pour votre enthousiasme, votre persévérance et votre engagement envers la Fédération. Ce fut un plaisir de travailler avec vous.

Je salue le travail d'Yvan Gauthier, directeur général par intérim, qui a œuvré ardemment à la restructuration administrative et qui passera le témoin à M^{me} Christiane Barbe. Enfin, j'exprime toute ma reconnaissance au personnel de la Fédération qui s'active quotidiennement à offrir des services de qualité à nos membres et qui m'a soutenue dans la réalisation de tous mes mandats.



Josée Bouchard

ENGAGEMENTS PARTICULIERS DE LA PRÉSIDENTE

- Vice-présidente du conseil d'administration d'OSEntreprendre
- Membre du conseil d'administration et du comité exécutif de Solidarité rurale
- Membre du conseil d'administration et du comité exécutif de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
- Présidente du Comité de gouvernance, d'éthique, de déontologie et de gestion des risques de la CPMT
- Présidente du jury du prix Éducation de l'Institut d'administration publique du Québec
- Membre du jury national – Formation professionnelle et éducation des adultes du Défi OSEntreprendre
- Membre du conseil des gouverneurs de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)
- Membre du conseil d'administration et du comité de travail Health and Wellness de la Canadian School Boards Association
- Membre du jury canadien du Prime Minister's Awards for Teaching Excellence
- Présidente d'honneur d'un colloque EHDAA organisé par la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées

e réussite réussite réussite
réussite réussite réussite
site réussite réussite réussite

RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE



UNE ANNÉE RÉSILIENTE

Si le réseau public a continué politiquement de naviguer dans des eaux agitées, la Fédération a aussi connu un niveau de stress élevé en tant qu'organisation.

Comme le retrace notre présidente dans son message, la mobilisation des membres de la Fédération, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 105 et de son application, aura été au centre des activités cette dernière année. Par conséquent, les employés de la FCSQ auront consacré une partie importante de leurs activités en soutien à ce mouvement concerté.

Cela dit, le maintien de la démocratie scolaire et de sa gouvernance aura permis de chasser l'incertitude qui planait depuis plus de deux ans sur l'avenir de la Fédération. C'est donc avec soulagement qu'un retour progressif aux activités quotidiennes s'est opéré, sans pour autant marquer un répit puisque dès septembre, la Fédération a entamé une offensive afin de développer l'offre de services aux membres.

RÉORGANISATION ADMINISTRATIVE ET DÉVELOPPEMENT DES SERVICES

Afin d'améliorer l'efficacité de sa gestion et de refléter plus fidèlement la teneur et l'ampleur des services qu'elle offre à ses membres, la FCSQ a procédé à une réorganisation administrative. Il y a maintenant à la Fédération une direction du financement, de la gestion et des services administratifs, responsable des travaux entourant les ressources financières, matérielles et informationnelles dans les commissions scolaires, de même que le transport scolaire.

Pour ce qui est du développement des services, la nouvelle direction du financement, de la gestion et des services administratifs a mis sur pied un regroupement d'achats en assurances complémentaires. Par ailleurs, le projet pilote de Service d'expertise en présence au travail (SEPT), lancé dans le cadre

de la mesure d'optimisation du MEES, se poursuit. Actuellement, 13 commissions scolaires en font partie et plusieurs étapes ont été complétées, dont l'analyse des pratiques dans les commissions scolaires participantes.

FORMATION, SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT

On observe une hausse de 23 % de participation aux activités de formation offertes par la FCSQ cette année par rapport à l'an dernier et la Fédération a accru ses services de soutien aux commissions scolaires. Elle a ainsi accompagné une douzaine de commissions scolaires notamment en matière d'organisation scolaire, d'analyse et de suivi budgétaires et d'optimisation des ressources. Elle a également poursuivi son soutien dans le secteur de la sélection de personnel pour des postes de cadres et de hors cadres et dans l'accompagnement des élus scolaires à l'égard du processus d'appréciation du rendement de leur direction générale. Les services d'accompagnement de la Fédération ont aussi été sollicités en vue de soutenir des commissions scolaires dans leur processus d'élaboration de leur plan d'engagement vers la réussite.

UN AN PLUS TARD

Sur une note plus personnelle, cet intérim d'un an à la tête de la Fédération aura été l'occasion de constater à quel point son personnel est dévoué et compétent. Cela aura aussi permis de mesurer les effets de plusieurs années de stress intense pour le réseau, ses membres, son personnel et la résilience qui s'en est suivie.

Je remercie sincèrement les instances politiques de la Fédération pour leur confiance et je souhaite à la nouvelle directrice générale un mandat des plus stimulants.



Yvan Gauthier

INSTANCES POLITIQUES 2016-2017

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rôle et responsabilités

Dépositaire de l'autorité suprême de la Fédération, l'assemblée générale détermine les politiques générales, les objectifs majeurs ainsi que les grandes lignes d'action. Elle est composée d'élus scolaires, délégués annuellement par les commissions scolaires, et leur nombre varie selon la clientèle de chaque commission scolaire membre. La 69^e Assemblée générale a été tenue le 28 mai 2016 au Centre des congrès de Québec avec la participation de plus de 200 personnes déléguées.

Les éléments suivants ont fait l'objet d'échanges et de décisions

- Adoption des rapports de la présidente et du directeur général par intérim ainsi que des états financiers 2015-2016
- Rapport et bilan de la 7^e année de mise en œuvre du plan stratégique de la FCSQ
- Prolongement du plan stratégique pour une année supplémentaire et élaboration du plan stratégique 2017-2022
- Adoption des prévisions budgétaires 2016-2017 de la FCSQ
- Motion de félicitations à la présidente de la Fédération pour tout le travail effectué en faveur de la démocratie scolaire
- Motion de félicitations au personnel de la Fédération pour le travail accompli au cours de la dernière année

CONSEIL GÉNÉRAL

Rôle et responsabilités

Le conseil général est composé de la présidente et du vice-président, élus par l'assemblée générale, ainsi que du président ou de la présidente de chacune des commissions scolaires membres ou du représentant ou de la représentante qu'elle désigne, de même que de l'administratrice de la Commission scolaire du Littoral. Son principal mandat est d'exécuter les décisions de l'assemblée générale et de mettre en application les résolutions de cette dernière concernant les politiques, les objectifs et les grandes lignes d'action.

Les éléments suivants ont fait l'objet d'échanges et de décisions

- Situation à la direction générale de la Fédération
- Développement des services et offre d'accompagnement de la FCSQ
- Plénière sur le projet de loi n° 105 : Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique
- La politique gouvernementale sur la réussite éducative
- Formation d'un comité sur la valorisation des élus scolaires
- Mémoire sur l'éducation à la petite enfance
- Résolution visant une demande de soutien financier au ministère pour les commissions scolaires concernées par le maintien de griefs relatifs à la tâche des enseignants et aux temps de pauses ou de récréations des élèves
- Stratégie numérique de l'éducation
- Mise sur pied d'un comité sur la gouvernance de la FCSQ

réussite réussite réussite réussite réussite réussite
réussite réussite réussite réussite réussite réussite
réussite réussite réussite réussite réussite réussite

- Recours collectif sur les frais exigés aux parents
- Résolution d'appui à la recommandation de l'Ordre des architectes du Québec concernant l'adoption d'une politique nationale de l'architecture
- Nouvelle structure administrative de la FCSQ

Les membres du conseil général se sont réunis à six reprises, dont une séance extraordinaire.

BUREAU DE DIRECTION

Rôle et responsabilités

Le bureau de direction est composé de neuf membres : la présidente et le vice-président élus par l'assemblée générale, et sept membres dont un provenant de la région de la Montérégie et un de la région de Montréal. Ses principales fonctions sont de faire des recommandations au conseil général, d'assurer la surveillance et l'exécution des mandats du conseil et de voir à la gestion financière et au contrôle du budget.

Les éléments suivants ont fait l'objet d'échanges et de décisions

- Suspension de la directrice générale
- Nomination au poste de responsable des ressources humaines et de la gestion courante
- Nomination d'un directeur général par intérim
- Entente intervenue entre la FCSQ et M^{me} Pâquerette Gagnon
- Mémoire conjoint de la FCSQ et de l'ADIGECS portant sur les règles budgétaires 2016-2017
- Regroupement d'achats Lait-école 2016-2017 à 2018-2019

- Politique pour un milieu de travail exempt de harcèlement et de violence
- Mémoire sur le projet de loi n° 105 : Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique
- Mémoire sur le projet de loi n° 62 : Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodement religieux dans certains organismes
- Organisation d'une rencontre des présidences et des directions générales portant sur la consultation du gouvernement en vue de l'élaboration d'une politique de la réussite éducative
- Mémoire sur la politique de la réussite éducative
- Planification stratégique 2017-2022
- Formation du comité pour la sélection de la prochaine direction générale
- Embauche de M^{me} Christiane Barbe à titre de directrice générale

Les membres du bureau de direction se sont réunis à 14 reprises dont six rencontres extraordinaires.

réussite réussite réussite
réussite réussite réussite
réussite réussite

MEMBRES DU BUREAU DE DIRECTION



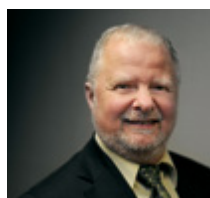
Josée Bouchard
Présidente de la FCSQ



Catherine Harel-Bourdon
Présidente de la Commission scolaire de Montréal



Richard Flibotte
Vice-président de la FCSQ et président de la Commission scolaire de Saint-Hyacinthe



Gaétan Gilbert
Président de la Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois



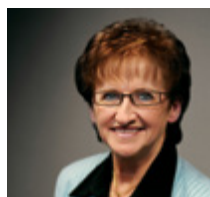
Ginette Côté
Présidente de la Commission scolaire de l'Estuaire



Guilmont Pelletier
Président de la Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs



Alain Fortier
Président de la Commission scolaire des Découvreurs



Paulette S. Rancourt
Présidente de la Commission scolaire des Bois-Francs



Paule Fortier
Présidente de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles

MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL

Le conseil général est composé de la présidente et du vice-président, élus par l'assemblée générale, ainsi que de la présidente ou du président de chacune des commissions scolaires membres ou de la représentante ou du représentant qu'elle désigne, de même que de l'administratrice de la Commission scolaire du Littoral. Les règlements généraux de la FCSQ prévoient que la direction générale de la Fédération y siège, ainsi qu'un représentant de l'ADIGECS, à titre d'observateur. Le secrétaire général y assiste également.

Josée Bouchard

Présidente de la FCSQ
Commissaire à la Commission scolaire
du Lac-Saint-Jean

Richard Flibotte¹

Vice-président de la FCSQ
Président de la Commission scolaire
de Saint-Hyacinthe

Éric Antoine¹

Président de la Commission scolaire
au Cœur-des-Vallées

Marjolaine Arsenault³

Présidente de la Commission scolaire
de la Rivéraine

Jean-Philippe Bachand³

Président de la Commission scolaire
des Sommets

Gilbert Barrette³

Président de la Commission scolaire
du Lac-Abitibi

Claude Beaulieu¹

Président de la Commission scolaire des
Draveurs

Normand Bélanger³

Président de la Commission scolaire
Pierre-Neveu

Éric Bergeron¹

Président de la Commission scolaire
De La Jonquière

Andrée Bouchard²

Présidente de la Commission scolaire
des Hautes-Rivières

Miville Boudreault²

Président de la Commission scolaire
de la Pointe-de-l'Île

Daniel Camden

Président de la Commission scolaire
de Rouyn-Noranda

***François Caron²**

Président de la Commission scolaire
des Navigateurs

Ginette Côté¹

Présidente de la Commission scolaire
de l'Estuaire

Jean Couture²

Président de la Commission scolaire
René-Lévesque

Francine Cyr³

Présidente de la Commission scolaire
des Îles

Lucy de Mendonça

Administratrice de la Commission
scolaire du Littoral

***Jérôme Demers**

Président de la Commission scolaire
des Navigateurs

René Dion³

Président de la Commission scolaire
des Premières-Seigneuries

Thomas Duzyk³

Président de la Commission scolaire
des Affluents

Michel Forget²

Président de la Commission scolaire
des Samares

Alain Fortier²

Président de la Commission scolaire
des Découvreurs

Paule Fortier¹

Présidente de la Commission scolaire
de la Seigneurie-des-Mille-Îles

Brigitte Gagné¹

Présidente de la Commission scolaire
du Pays-des-Bleuets

***France Gagné**

Présidente par intérim de la Commission
scolaire des Rives-du-Saguenay

***Marie-Ève Gaudet²**

Présidente de la Commission scolaire
du Lac-Témiscamingue

Gaétan Gilbert²

Président de la Commission scolaire
de l'Or-et-des-Bois

Yves Gilbert²

Président de la Commission scolaire
des Hauts-Cantons

Pierre Girard¹

Président de la Commission scolaire
de Charlevoix

Gisèle Godreau¹

Présidente de la Commission scolaire
des Laurentides

Alain Grenier³

Président de la Commission scolaire
de la Côte-du-Sud

Catherine Harel-Bourdon¹

Présidente de la Commission scolaire
de Montréal

Jean-François Houle³

Président de la Commission scolaire
des Chênes

Jean-Pierre Joubert²

Président de la Commission scolaire
de la Rivière-du-Nord

Jean-Yves Laforest¹

Président de la Commission scolaire
de l'Énergie

Denis Langlois²

Président de la Commission scolaire
des Appalaches

Lyne Laporte-Joly¹

Présidente de la Commission scolaire
de la Baie-James

Charles-Henri Lecours¹

Président de la Commission scolaire
de la Beauce-Etchemin

Céline Lefrançois³

Présidente de la Commission scolaire
des Monts-et-Marées

Johanne Légaré²

Présidente de la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais

Claude Lessard²

Président de la Commission scolaire du Chemin-du-Roy

Louise Lortie¹

Présidente de la Commission scolaire de Laval

France Martin²

Vice-présidente de la Commission scolaire de Saint-Hyacinthe

David Montminy¹

Président de la Commission scolaire de Portneuf

Frank Mooijekind¹

Président de la Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands

Diane Nault³

Présidente de la Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

Gilles Normand¹

Président de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke

Jean Parisée²

Président de la Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord

Guilmont Pelletier²

Président de la Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs

Jean-Pierre Pigeon¹

Président de la Commission scolaire des Chic-Chocs

Annie Quenneville²

Présidente de la Commission scolaire Harricana

Denis Rajotte¹

Président de la Commission scolaire de Sorel-Tracy

Paulette S. Rancourt¹

Présidente de la Commission scolaire des Bois-Francs

Gaston Rioux¹

Président de la Commission scolaire des Phares

***Pierre Rivard**

Président de la Commission scolaire du Lac-Témiscamingue

Hélène Roberge³

Présidente de la Commission scolaire des Patriotes

Manon Robitaille¹

Présidente de la Commission scolaire de la Capitale

Edith Samson³

Présidente de la Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup

Paul Sarrazin¹

Président de la Commission scolaire du Val-des-Cerfs

***Antonin Simard²**

Président de la Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

Francine St-Denis²

Présidente de la Commission scolaire des Trois-Lacs

Roxanne Thibeault³

Présidente de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean

Rodrigue Vigneault¹

Président de la Commission scolaire du Fer

Yvan Gauthier

Directeur général par intérim de la FCSQ

Yvan Tardif

Vice-président de l'ADIGECS

Alain Guimont

Secrétaire général de la FCSQ

MEMBRES DU COMITÉ DU BUDGET**Josée Bouchard**

Présidente – Fédération des commissions scolaires du Québec

Richard Flibotte

Vice-président – Fédération des commissions scolaires du Québec

Gilles Normand

Président – Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke

Guilmont Pelletier

Président – Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs

Jean-Pierre Pigeon

Président – Commission scolaire des Chic-Chocs

Yvan Gauthier

Directeur général par intérim – Fédération des commissions scolaires du Québec

MEMBRES DU COMITÉ DE VALORISATION DES ÉLUS**Ginette Côté**

Présidente – Commission scolaire de l'Estuaire

Yves Gilbert

Président – Commission scolaire des Hauts-Cantons

Alain Grenier

Président – Commission scolaire de la Côte-du-Sud

Jean-François Houle

Président – Commission scolaire des Chênes

Jean-Pierre Joubert

Président – Commission scolaire de la Rivière-du-Nord

France Martin

Vice-présidente – Commission scolaire de Saint-Hyacinthe

Manon Robitaille

Présidente – Commission scolaire de la Capitale

Edith Samson

Présidente – Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup

Antonin Simard

Président – Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

MEMBRES DU COMITÉ SUR LA GOUVERNANCE**Richard Flibotte**

Vice-président – Fédération des commissions scolaires du Québec

Jean-Philippe Bachand

Président – Commission scolaire des Sommets

Claude Beaulieu

Président – Commission scolaire des Draveurs

Paule Fortier

Présidente – Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles

Catherine Harel-Bourdon

Présidente – Commission scolaire de Montréal

Jean-François Houle

Président – Commission scolaire des Chênes

Louise Lortie

Présidente – Commission scolaire de Laval

Manon Robitaille

Présidente – Commission scolaire de la Capitale

Antonin Simard

Président – Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

* Cette personne était membre du conseil général pendant une partie de l'année

1 Commission permanente sur les enjeux politiques et financiers, présidée par Louise Lortie

2 Commission permanente sur les ressources humaines, présidée par Andrée Bouchard

3 Commission permanente sur la mission éducative, présidée par Hélène Roberge



[ORIENTATION 1 LA GOUVERNANCE]

UNE DÉMOCRATIE SCOLAIRE RESPONSABLE ET RECONNUE

Réalisation d'une vidéo présentant des extraits de la participation de la FCSQ et des présidents des commissions scolaires aux consultations en commission parlementaire sur le projet de loi n° 86 : Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher

l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire.

Diffusion du *Message de la rentrée* axé sur la mobilisation des élus scolaires pour la réussite des élèves.

Présentation d'un mémoire dans le cadre de la consultation en commission parlementaire sur le projet de loi n° 105 : Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique.

Partage de l'analyse faite par la FCSQ des impacts du projet de loi n° 105 lors d'une rencontre du conseil général, dans le cadre d'un webinar et par le biais d'un article dans le magazine *Savoir*.

Participation aux rencontres MESS-Réseau sur la mise en œuvre du projet de loi n° 105.

Mise sur pied d'un comité de réflexion sur la valorisation des élus scolaires qui avait comme mandat de proposer des pistes d'action qui contribueront à la valorisation de la fonction d'élu scolaire, notamment en vue des élections scolaires de 2018.

Mise sur pied d'un comité sur la gouvernance afin de soumettre au conseil général des propositions de modifications aux règlements généraux de la Fédération sur le nombre de mandats à la présidence et à la vice-présidence, le nombre de mandats des membres du bureau de direction, ainsi que la composition et l'élection des membres du bureau de direction.

Présentation d'un mémoire lors de l'étude en commission parlementaire du projet de loi n° 62 : Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes.

Dépôt d'un avis à la Commission de la culture et de l'éducation dans le cadre de l'étude de pétitions concernant l'opposition à la pesée des élèves dans les cours d'éducation physique.

Dépôt d'un avis dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 108 : Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics.



Présentation du mémoire de la FCSQ sur le projet de loi n° 62, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes à l'Assemblée nationale



Le vice-président de la FCSQ, M. Richard Flibotte, présente le mémoire conjoint FCSQ-ADIGECS lors de la consultation nationale pour une politique de la réussite éducative

Participation aux consultations sur le Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie, et sur le renouvellement des politiques culturelle, de l'immigration et internationale du Québec.

Présentation d'un mémoire dans le cadre des consultations de la Commission sur l'éducation à la petite enfance.

UN PARTENARIAT RENOUELÉ

Nombreuses rencontres avec l'équipe sous-ministérielle afin de sensibiliser le ministère aux préoccupations du réseau et de pouvoir informer adéquatement les membres quant aux intentions et aux décisions du gouvernement.

Rencontres individuelles avec les partenaires de la FCSQ afin de discuter des enjeux communs.

Participation de la FCSQ aux instances politiques de la Canadian School Boards Association (CSBA).

Participation active aux deux Journées de réflexion du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires quant aux fondements d'une politique nationale d'éducation.

Concertation avec les cégeps et les universités pour le Rendez-vous national sur la main-d'œuvre.

Rapprochement avec le Regroupement des centres d'amitié autochtones.

Présence de la Fédération dans plus de 150 comités portant, entre autres, sur la formation professionnelle, le transport scolaire, la réussite

éducative et la persévérance scolaire, les relations du travail et le financement du réseau, afin de contribuer à la qualité du système public d'éducation.

LE FINANCEMENT DES COMMISSIONS SCOLAIRES

Dépôt d'un mémoire conjoint avec l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires (ADIGECS) sur le projet de règles budgétaires 2016-2017 demandant au gouvernement d'assurer la pérennité du financement du réseau scolaire. Le mémoire soulevait notamment la question du sous-financement chronique de certaines enveloppes, comme les services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage et la francisation.

Dépôt d'un avis conjoint avec l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, l'ADIGECS, l'Association des directions générales des commissions scolaires anglophones du Québec et l'Association québécoise des cadres scolaires sur le projet de règles budgétaires amendées 2016-2017. Outre le très court délai imparti au réseau scolaire pour réagir à ces amendements, les associations ont recommandé au ministère de travailler en concertation avec le réseau pour renforcer l'utilisation de divers modèles de décentralisation basés sur les meilleures pratiques, au lieu d'un modèle de décentralisation « mur à mur » basé uniquement sur des mesures ciblées. Elles lui ont également demandé de faire les démarches nécessaires auprès du Secrétariat du Conseil du trésor

afin d'apporter les ajustements nécessaires dans l'application de la Loi sur le contrôle et la gestion des effectifs aux commissions scolaires afin de tenir compte des impacts de nouvelles sommes déployées dans le réseau.

Réaction à la mise à jour économique d'octobre du gouvernement dans laquelle il annonçait un réinvestissement de 35 M\$ en éducation pour l'année en cours.

Rencontre et présentation d'un avis au Cabinet du ministre des Finances dans le cadre des consultations prébudgétaires pour le Budget 2017-2018 du gouvernement du Québec. La FCSQ en a profité pour chiffrer certains besoins. En matière d'infrastructures notamment, elle a demandé d'ajouter une somme de 5 G\$ sur 5 ans pour financer les activités de maintien et d'entretien préventif afin de préserver l'état du parc immobilier scolaire dans un état optimal.

Participation au huis clos du Budget 2017-2018 en vue d'informer rapidement les membres quant au contenu général et aux aspects particuliers concernant le réseau scolaire et interventions médiatiques de la présidence.



ORIENTATION 2
LA MISSION ÉDUCATIVE

LA PROMOTION DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

Dans le cadre de la 69^e Assemblée générale de la FCSQ qui s'est tenue le 27 mai, organisation d'une activité de réflexion et d'échanges sur le thème *Des régions mobilisées pour la réussite des élèves*. Après une conférence sur la mobilisation régionale et locale pour favoriser la persévérance et la réussite scolaires de Michel Perron, titulaire de la Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes et directeur scientifique du Projet CartoJeunes, les participants étaient invités à identifier de nouvelles pistes d'action à réaliser, à bonifier ou à consolider pour favoriser la réussite des élèves.

Publication d'un dossier spécial dans le magazine *Savoir* (Juin 2016, volume 21, numéro 4) consacré à la réussite dans lequel étaient notamment présentées les pistes d'action ayant émergé de l'activité de réflexion et d'échanges.

À la suite de l'annonce par le ministre de l'Éducation Sébastien Proulx d'une consultation en vue de l'élaboration d'une politique sur la réussite éducative, organisation d'une réunion des présidences et des directions générales afin de discuter des trois axes d'intervention mis de l'avant par le ministre dans sa consultation.

Rédaction d'un mémoire conjoint FCSQ-ADIGECS sur une politique de la réussite éducative et participation aux consultations nationales.



La présidente de la FCSQ en compagnie de Geneviève Ste-Marie, lauréate du prix remis par la FCSQ dans le cadre du gala national *Chapeau les filles!*



Josée Bouchard, présidente de la FCSQ, et Luc Lafrance, directeur général à la Fédération des transporteurs par autobus, en compagnie d'élèves et de Marie-Josée Bernier, animatrice de vie spirituelle et d'engagement communautaire du Collège des Compagnons de la Commission scolaire des Découvreurs, à l'occasion du Noël des enfants

Support pour l'organisation d'une activité de mobilisation sur la persévérance et la réussite scolaires dans plusieurs régions.

Participation de la FCSQ à différents événements valorisant l'engagement des commissions scolaires dans leur milieu comme le Noël des enfants, une collecte de dons ayant comme objectif d'offrir aux jeunes des milieux défavorisés de la région de Québec la possibilité de s'épanouir et de s'instruire à l'aide d'activités scolaires et sociales et de sensibiliser la population à la persévérance scolaire et à l'inclusion sociale.

Poursuite des partenariats avec la Semaine pour l'école publique, le concours *Chapeau, les filles!*, le Jour de la Terre, la Semaine québécoise de réduction des déchets, le Défi OSEntreprendre, Forces Avenir, l'Association d'éducation canadienne de langue française, et la campagne de sécurité en transport scolaire de la Fédération des transporteurs par autobus.

Réalisation d'un message vidéo de la présidente incitant les présidentes et les présidents des commissions scolaires à se mobiliser à l'occasion des Journées de la persévérance scolaire.

Promotion quotidienne des Journées et partage des capsules vidéo des présidents sur la page Facebook de la FCSQ.

Publication en continu de contenus dans les médias sociaux pour faire la promotion de l'école publique, d'événements et d'outils d'aide pour les intervenants du réseau.

Participation aux travaux du comité de pilotage des instances régionales de concertation.

UN SERVICE ADAPTÉ AUX BESOINS ÉDUCATIFS DE TOUS LES ÉLÈVES

Création d'un comité de concertation pour l'éducation des peuples autochtones (hors réserve).

Participation à une table ronde organisée par le Centre national de vérité et de réconciliation pour l'éducation des peuples autochtones.

Participation en tant qu'invitée d'honneur à la journée UNIS à Ottawa et à Montréal pour célébrer les élèves acteurs de changement tant au plan local qu'international.

Contribution aux travaux du réseau PÉRISCOPE sur la persévérance et la réussite scolaires en tant que membre du comité directeur.

Poursuite de la collaboration au sein du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires et de son comité exécutif.

Assurer le développement d'une culture de transfert des connaissances en éducation en participant au conseil d'administration et aux travaux des différents comités du Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ).

Collaboration au développement du réseau québécois des écoles associées UNESCO.

Participation à de nombreux comités en lien avec la mission éducative.

Participation aux consultations du ministère de l'Éducation sur le programme d'enseignement de l'histoire ainsi qu'aux travaux du comité consultatif sur l'éducation à la sexualité et celui sur l'orientation scolaire et professionnelle.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, L'ACCESSIBILITÉ À L'ÉDUCATION DES ADULTES ET À LA FORMATION CONTINUE

Participation et animation d'un atelier du collège de l'éducation à la journée nationale de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) dont l'objectif était la mobilisation des conseils régionaux des partenaires du marché de travail.

Collaboration au comité de sélection des bourses d'Éducation internationale.

Participation aux rencontres de la CPMT afin de soumettre des avis sur ses nouveaux programmes qui ont pour objectif de mieux réaliser l'adéquation formation-emploi.

Développement et dépôt d'un projet pour l'attestation de spécialisation professionnelle (ASP) en Usinage sur machines-outils à commande numérique en collaboration avec Manufacturiers et exportateurs du Québec, la SOFAD (Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec), le CEFRIQ, la Fédération des cégeps, le CIRDEF (Centre interdisciplinaire pour la recherche et le développement sur l'éducation et la formation – UQAM) et le PERFORM (comité sectoriel de la main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle).

Création d'un programme de superviseurs en entreprise en collaboration avec le service aux entreprises de la Commission scolaire de l'Énergie, la SOFAD, la Fédération des cégeps et Cégep à distance et financé par la CPMT.

Information et soutien aux commissions scolaires afin de faciliter l'accès aux programmes incitatifs de la CPMT.

Participation à la Journée pédagogique nationale de la formation professionnelle.

Participation à la Rencontre nationale des gestionnaires et des responsables du soutien pédagogique de l'Association québécoise des intervenants en formation générale des adultes, portant sur le nouveau curriculum de l'éducation des adultes.

Organisation d'une rencontre nationale de préparation au Rendez-vous de la main-d'œuvre du Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) et des commissions scolaires en collaboration avec la Fédération des cégeps.

Participation au Rendez-vous national sur la main-d'œuvre.

Collaboration avec le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur au sous-comité sur l'accès à la formation professionnelle, au sous-comité mixte sur la formation professionnelle, au sous-comité mixte sur la formation générale des adultes et au comité de gouvernance afin de contribuer à l'actualisation des pratiques en formation professionnelle et en éducation des adultes.

Publication d'un dossier spécial dans le magazine *Savoir* (Automne 2016, volume 22, numéro 1) consacré à l'adéquation formation-emploi.

Remise du prix FCSQ dans le cadre du concours *Chapeau, les filles!* à une élève qui étudie dans un domaine qui mène à l'exercice d'un métier traditionnellement masculin.

LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

À la suite de la signature des ententes nationales conclues avec l'ensemble des neuf fédérations syndicales du réseau scolaire francophone, l'équipe des relations du travail à la FCSQ a travaillé à la mise en œuvre de ces ententes quant à leur interprétation et à leur application.

Travaux de concert avec la Société GRICS pour que les développements informatiques nécessaires à la mise en œuvre des ententes soient conformes.

Production, par le biais du Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires francophones, de plusieurs documents d'information à l'intention des commissions scolaires.

Discussion avec la Fédération des syndicats de l'enseignement pour expérimenter un modèle d'organisation différent de l'année de travail et de la semaine régulière de travail en formation professionnelle, comme prévu à l'entente.

Discussion avec la Fédération autonome de l'enseignement pour la mise en œuvre d'un projet pilote visant à expérimenter de nouvelles modalités relatives à l'organisation de la tâche du personnel enseignant, comme prévu à l'entente.

Mise en place de deux comités inter-rondes relatifs aux personnes salariées travaillant auprès d'élèves présentant des troubles graves de comportement (FTQ-SCFP/SEPB).

Participation à un comité sur le régime de retraite des employés du secteur de l'éducation.

En collaboration avec le CPNCF, tenue de trois rencontres avec les gestionnaires de ressources humaines visant à présenter les ententes conclues dans le cadre de la négociation des conventions collectives. Près de 200 personnes y ont participé.

Publication de l'étude sur la santé psychologique du personnel des commissions scolaires réalisée par des chercheurs de l'Université de Montréal.



ORIENTATION 3
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



LA SANTÉ GLOBALE DES JEUNES ET DES ADULTES

Choix des saines habitudes de vie comme thème du concours des Prix d'excellence de la FCSQ 2016-2017.

Diffusion d'un message vidéo avec la présidente d'honneur des Prix d'excellence, la championne olympique Sylvie Bernier.

Publication d'un dossier spécial dans le magazine *Savoir* (Mars 2017, volume 22, numéro 3) consacré aux saines habitudes de vie.

Appui de la FCSQ au Regroupement pour un Québec en santé.

Signature d'une pétition, conjointement avec plusieurs organismes socioéconomiques, des milieux de la santé et de la sécurité publique, pour demander à l'État québécois de prendre en charge la distribution du cannabis, dans le contexte du dépôt du projet de loi fédéral pour la légalisation du cannabis.

Participation aux travaux de la Table québécoise sur la saine alimentation.

Participation aux travaux de la Table québécoise sur le mode de vie physiquement actif et aux sous-comités du milieu de l'éducation.

Participation aux travaux de la Table nationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie des milieux de l'éducation, notamment à l'élaboration d'un guide à paraître sur les mesures d'ouverture et de soutien envers les jeunes trans et les jeunes non binaires.

Participation au lancement de la Politique de l'activité physique, du sport et du loisir.

Offre de formation et de soutien sur la qualité de l'air dans les écoles.

Participation au comité sur la Charte du bois et organisation de séminaires de formation (MEES-MFFP-CECOBOIS) sur l'utilisation du bois dans la construction d'écoles.

Participation au comité pour l'aménagement des cours d'école (MEES).

LE DÉVELOPPEMENT D'UNE CONSCIENCE ENVIRONNEMENTALE

Accompagnement de commissions scolaires dans la poursuite de réalisations de projets majeurs d'économie d'énergie et de diminution des gaz à effet de serre (GES).

Participation au comité sur le développement durable visant la diminution de l'empreinte écologique et la diminution des GES (MEES).

Réduction de la consommation de papier et récupération de celui-ci dans une démarche de développement durable (siège social de la FCSQ).

Analyse du profil de consommation énergétique et élaboration d'un plan d'amélioration pour le bâtiment du siège social de la FCSQ.

Hausse du recours à la formation à distance par visioconférence ou webinaire.

Mise à jour du contrat type en transport scolaire avec l'ajout de dispositions concernant les véhicules électriques.

Soutien au Réseau québécois des écoles entrepreneuriales et environnementales.



ORIENTATION 4
LE SOUTIEN ET L'ACCOMPAGNEMENT
DES INTERVENANTS ET DU RÉSEAU

LA FORMATION ET LE SOUTIEN

Participation de près de 3 500 élus scolaires, gestionnaires et autres membres du personnel des commissions scolaires francophones et anglophones aux séances de formation offertes par la FCSQ.

Hausse de 23 % de la participation aux séances de formation offertes par la FCSQ, tant chez les élus que chez les gestionnaires.

Intérêt des commissaires pour les activités entourant la réussite des élèves, pour les deux webinaires portant sur les modifications apportées à la Loi sur l'instruction publique ainsi que pour le thème de l'éthique et de la déontologie.

Intérêt des gestionnaires pour les activités sur les nouvelles ententes liées aux conventions collectives, les modifications apportées à la Loi sur l'instruction publique, les médias sociaux, le financement scolaire et la formation professionnelle.

Accompagnement d'une douzaine de commissions scolaires, notamment en matière d'organisation scolaire, d'analyse et de suivi budgétaires et d'optimisation des ressources.

Soutien aux commissions scolaires dans l'élaboration de leur plan d'engagement vers la réussite.

Soutien aux élus scolaires dans leur processus d'appréciation du rendement de la direction générale.

Soutien aux commissions scolaires et accompagnement individualisé des gestionnaires en matière de gestion des ressources financières et humaines et dans la sélection de personnel pour des postes de cadres et de hors cadres.

Accompagnement spécifique en gestion de la prévention des lésions professionnelles ainsi qu'en optimisation des pratiques de gestion des invalidités.

Service d'accompagnement de la FCSQ en matière de gestion de crise médiatique.

Tenue d'une séance d'intégration des nouveaux gestionnaires dans le secteur des ressources matérielles.



Tenue de quatre rencontres sur l'assiduité au travail. Celles-ci ont attiré près de 250 personnes, dont des membres du personnel du réseau collégial (sa fédération et 41 collèges) et des ministères (MEES, MSSS, Conseil du trésor).

Soutien aux commissions scolaires dans le cadre de diverses politiques et de différentes mesures de financement gouvernemental : maintien des actifs, résorption du déficit d'entretien du parc immobilier, ajout d'espaces, et autres.

LE DÉVELOPPEMENT ET LA DISPONIBILITÉ D'OUTILS

Après consultations des membres, mise à jour du contrat type en transport scolaire qui tient compte de l'évolution du cadre réglementaire du transport scolaire et du contexte budgétaire des commissions scolaires.

Consultation pour les orientations du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) et la mise en place d'un nouveau registre pour encadrer les activités d'approvisionnement et de construction versus la mise à jour du recueil de gestion des ressources matérielles afin de tenir compte des nouvelles modifications réglementaires.

En conformité avec les modifications apportées à la Loi sur les infrastructures publiques, collaboration avec le MEES visant l'élaboration d'un cadre de gestion des infrastructures concernant la standardisation de l'évaluation de la vétusté des infrastructures.

Mise à jour du logiciel *ÉSOPPE FP*, un outil pour l'organisation scolaire de la formation professionnelle.

Mise à jour du logiciel *ÉSOPPE Jeunes*, un outil de gestion pour l'organisation scolaire de la formation générale des jeunes.

COMMUNICATIONS

Publication de quatre numéros du magazine *Savoir* sur les thèmes de la réussite, de l'adéquation formation-emploi, de la culture à l'école et des saines habitudes de vie.

Veille médiatique constante permettant d'informer rapidement les membres des enjeux présents dans l'actualité concernant le réseau scolaire.

Utilisation des relations de presse pour expliquer le rôle et les responsabilités des commissions scolaires.

La Fédération a répondu à plus de 200 demandes d'information et entrevues au cours de l'année. Elle a également diffusé une quarantaine de communiqués et produit une dizaine de messages vidéo faisant la promotion de la démocratie scolaire et de l'école publique.

Production d'une revue de presse quotidienne et d'un bulletin électronique hebdomadaire, le *Message du lundi*.

Réalisation du Bulletin Formation FCSQ et de l'Infolettre FCSQ, respectivement destinés à faire connaître les services de formation, de soutien et d'accompagnement aux membres, ainsi que les bons coups du réseau public d'éducation.

Publication en continu de contenus dans les médias sociaux pour faire la promotion de l'école publique et encourager le partage d'information au sein du réseau et de l'ensemble des internautes.

Mise en ligne de nombreux documents sur le site privé de la FCSQ pour les élus et les gestionnaires du réseau.

Diffusion de nombreuses offres d'emploi des commissions scolaires sur le site de la FCSQ, via la plateforme web mise à la disposition des commissions scolaires membres de la Fédération.

Soutien technologique pour la diffusion des offres d'emploi, la création de profils à la demande des membres et l'accès au site privé.

Promotion des activités de formation et des nouvelles éditions du magazine *Savoir* par des publicités créées à l'aide d'une application web.

STATISTIQUES

Site Web fcsq.qc.ca : près de 158 000 visiteurs, dont plus de 50 % de nouveaux utilisateurs

Magazine-Savoir.ca : près de 9 000 visiteurs

YouTube : 31 500 visionnements depuis sa création

LinkedIn : 1 165 abonnés

Twitter : 1 423 abonnés, 2 098 tweets

Facebook : 580 abonnés

REGROUPEMENTS D'ACHATS

Lancement d'un regroupement en assurances complémentaires (12 CS, optimisation de l'offre et économie moyenne de 100 000 \$) en collaboration avec le Centre collégial de services regroupés (CCSR).

Création d'un progiciel d'aide à la gestion des produits dangereux (7 CS, optimisation de la gestion des inventaires et de la sécurité des utilisateurs) en collaboration avec le CCSR.

Renouvellement de l'entente avec les Producteurs de lait du Québec pour Lait-école ainsi que le programme de bonification (18 CS, bonification estimée à 2 M\$).

Mise à jour de la base de données Géobase/Adresses Québec (58 CS, économie de 35 000 \$).

Maintien du regroupement dans le cadre du Programme d'aide aux employés (20 CS, potentiel d'économie moyenne de 15 % sur les taux horaires).

Évaluation de la possibilité de mettre en place de nouveaux projets de regroupements d'achats ou de projets pilotes tels que la récupération des produits dangereux et autres différents secteurs d'activités des commissions scolaires.

RESSOURCES MATÉRIELLES

Mise en place d'un comité de concertation stratégique sur les ressources matérielles.

Mise en place d'un comité de concertation sur les ressources numériques (FCSQ-Réseau).

Sondage auprès du réseau des commissions scolaires dans le cadre de la consultation gouvernementale sur la stratégie numérique.

Présentation d'un avis au ministère regroupant la synthèse des enjeux et des recommandations des commissions scolaires de même que des initiatives inspirantes concernant le numérique dans le réseau.

RELATIONS DU TRAVAIL

Signature des ententes nationales conclues avec l'ensemble des neuf fédérations syndicales du réseau scolaire francophone.

Service-conseil en relations du travail pour soutenir les gestionnaires dans l'application et l'interprétation des nouvelles conventions collectives et des lois et règlements du travail concernant le personnel de soutien, le personnel professionnel et le personnel enseignant des commissions scolaires.

Coordination du CPNCF pour la mise en œuvre et l'application des nouvelles conventions collectives.

Service-conseil sur l'interprétation et l'application des règlements sur les conditions de travail des gestionnaires.

Participation au comité de travail pour la révision des conditions de travail des gestionnaires.

Représentation des commissions scolaires auprès du Greffe des tribunaux d'arbitrage de l'éducation lors des fixations mensuelles du rôle d'arbitrage et suivi des griefs pour l'ensemble du réseau scolaire.

Production d'une trousse sur l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique : dépliant, signet, outils pour gestionnaires des ressources humaines.

Participation aux travaux des différents comités paritaires d'assurances.

Participation aux travaux du Conseil du patronat du Québec en lien avec les relations du travail.

Production de résumés des sentences arbitrales de l'éducation pour toutes les catégories de personnel.

SERVICE-CONSEIL SUR L'ABSENTÉISME ET LA SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Service conseil auprès des gestionnaires en matière de gestion de la présence au travail, lié à la prévention ou à la gestion de l'absence et du retour au travail. L'accompagnement offert pour le volet médical en matière d'absentéisme, se traduit par des actions sur près de 1000 dossiers actifs nécessitant des suivis réguliers ou ponctuels tant pour les commissions scolaires que le réseau collégial.

En collaboration avec la Fédération des cégeps, formation portant sur l'optimisation du processus d'expertise médicale à plus de 100 participants issus des réseaux des commissions scolaires et du collégial.

Production des indicateurs de gestion en assurance-salaire et en santé et sécurité du travail.

Publications d'études statistiques sur le coût des prestations d'assurance-salaire et le coût des lésions professionnelles.

Production de rapports trimestriels sur l'absentéisme pour chacune des commissions scolaires.

Participation au Comité national pour la formation à la prévention des risques professionnels, ainsi qu'à ses groupes de travail portant notamment sur :

1. La détermination d'un cadre de référence commun pour l'intégration de la santé et de la sécurité du travail (SST) dans le baccalauréat en enseignement professionnel (BEP);
2. La promotion de l'amélioration de l'offre de formation en gestion de la prévention des risques professionnels auprès du personnel enseignant et des autres acteurs de l'enseignement des établissements de formation professionnelle et technique.

Participation aux projets de recherche de l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST) ainsi qu'à la démarche de consultation portant sur la planification du plan quinquennal de l'organisation.

Participation au comité consultatif sur la santé et la sécurité au travail du Conseil du patronat du Québec (CPQ) ainsi qu'à différents sous-comités portant notamment sur la prévention, la réparation et le financement.

Participation au comité de travail relevant de la table d'échange CNESST-SCT-Éducation-Santé.

Participation au comité de travail sur l'aménagement de la cour d'école ou du parc-école en collaboration, notamment, avec le MEES, la Direction de la santé publique de Montréal et de la Capitale-Nationale, la Commission scolaire de Montréal ainsi que la Commission scolaires des Découvreurs, l'Alliance québécoise du loisir public (AQLP) et projet Espaces, le Conseil Sport et Loisir de l'Estrie ainsi qu'ici et là, COOP d'aménagement.

Participation avec différents partenaires, dont le Secrétariat du Conseil du trésor, le MEES, le MSSS, le CPQ, à divers travaux concernant la santé et la sécurité au travail.

Participation à une journée d'étude sur l'intervention en santé au travail en milieu scolaire organisée par le CRIEVAT (Centre de recherche et d'intervention sur l'éducation et la vie au travail).

La FCSQ a reçu une subvention de la CNESST de 102 008 \$ accordée conformément à la Politique de la Commission à l'intention des associations d'employeurs en vertu des articles 104 et 106 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, pour laquelle la somme des dépenses encourues s'élève à 103 669 \$.

SERVICES JURIDIQUES

Présentation d'un mémoire à l'occasion de l'étude en commission parlementaire à l'Assemblée nationale du projet de loi n° 62 : Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes.

Soutien aux instances politiques de la Fédération dans l'application des règlements généraux.

Suivi de plus de 450 demandes d'avis juridiques en lien avec la Loi sur l'instruction publique et dans des domaines spécialisés comme l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, le droit d'auteur, le transport scolaire, le droit de la construction, la taxation scolaire et les élections scolaires.

Formation offerte aux élus scolaires et aux gestionnaires des commissions scolaires à la suite de l'adoption du projet de loi n° 105, portant sur la gouvernance scolaire.

RÉCIPIENDAIRES DE L'ORDRE DU MÉRITE DE LA FCSQ 2016-2017

MÉDAILLE D'OR

Il n'y a pas eu de remise de Médaille d'or en 2016-2017

MÉDAILLE D'ARGENT

M. Éric Antoine

Commissaire, C. s. au Cœur-des-Vallées

M. Alain Gauthier

Commissaire, C. s. des Portages-de-l'Outaouais

M. Paul Loyer

Commissaire, C. s. des Draveurs

M. Jacques Masseau

Commissaire, C. s. des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

M. Marcel Pépin

Commissaire, C. s. des Portages-de-l'Outaouais

M^{me} Danielle Lemieux

Directrice générale adjointe et directrice – Service du transport scolaire, C. s. du Chemin-du-Roy

M^{me} Jennifer Cupples

Commissaire-parent, C. s. des Hauts-Cantons

M. Pierre Myre

Commissaire-parent, C. s. de la Région-de-Sherbrooke

M^{me} Sylvie Anctil

Directrice générale retraitée, C. s. des Samares

M. Alain Langlois

Vice-président, C. s. des Patriotes

MÉDAILLE DE BRONZE

M^{me} Hélène Desrochers

Conseillère pédagogique en adaptation scolaire, C. s. Harricana

M^{me} Sylvie Hébert

Commissaire, C. s. de l'Or-et-des-Bois

M^{me} Lyne Lecours

Commissaire, C. s. de l'Énergie

M. Denis Morin

Directeur général – Centre d'entrepreneuriat Alphonse-Desjardins de Shawinigan

M. Christian Angers

Commissaire, C. s. des Bois-Francis

M^{me} Pascale Ramsay

Commissaire, C. s. des Bois-Francis

M. Julien Lavallée

Directeur général adjoint et directeur – Service de l'organisation scolaire et du transport, C. s. des Bois-Francis

M^{me} Christiane Desbiens

Directrice générale retraitée, C. s. des Chênes

M^{me} Louise Parenteau

Psychoéducatrice, C. s. des Chênes

M^{me} Francine Nault

Directrice – Formation générale des adultes, C. s. de la Riveraine

M. Robert Gauvin

Directeur d'école, C. s. des Sommets

M. Michel Bernard

Directeur général retraité, C. s. de la Région-de-Sherbrooke

M^{me} Manon Bolduc

Chef de secrétariat, retraitée, C. s. du Pays-des-Bleuets

M. Maurice Valiquette

Commissaire, C. s. des Samares

M^{me} Marie-Rose Vandemoortele

Directrice générale adjointe, C. s. des Patriotes

M. Bruno Laplante

Enseignant, C. s. de Saint-Hyacinthe

PERSONNEL ADMINISTRATIF*

DIRECTION GÉNÉRALE

Yvan Gauthier

Directeur général par intérim

Claire April

Adjointe administrative

Huguette Chabot

Secrétaire de gestion

Mélanie Fortier

Conseillère en analyse et développement

Rachel Gravel

Conseillère à la formation professionnelle, à l'éducation des adultes et aux services aux entreprises

Alain Guimont

Secrétaire général et conseiller juridique

Marie-Josée Lépinay

Régisseuse

Chedlia Touil

Directrice du financement, de la gestion et des services administratifs (promotion temporaire)

Isabelle Tremblay

Conseillère, coordonnatrice des services éducatifs

DIRECTION DES COMMUNICATIONS ET DES AFFAIRES PUBLIQUES

François Grenon

Directeur

Carole Dubois

Secrétaire de gestion

Carolle Dupuis

Réceptionniste et secrétaire de gestion

Annie Jomphe

Conseillère à la formation et en développement organisationnel

Caroline Lemieux

Attachée de presse

Nathalie Masse

Technicienne en communications

Catherine Roy

Conseillère en communications

DIRECTION DES RELATIONS DU TRAVAIL ET DES SERVICES JURIDIQUES

François Darveau

Directeur

Louis-Antoine Côté

Conseiller en relations du travail

Amélie Guilbault

Conseillère en relations du travail

Sophie Laberge

Conseillère en relations du travail

Brigitte L'Heureux

Conseillère en relations du travail

Isabelle Sirois

Secrétaire de gestion

Nancy Thivierge

Conseillère en relations du travail

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES

Pierre D'Amours

Directeur

Carole Grondin

Secrétaire de gestion

Gilles Millaire

Conseiller en ressources matérielles (affectation temporaire)

Sylvie Proulx

Infirmière et conseillère médicale

Mathieu Verville

Conseiller en gestion de l'assiduité et en santé et sécurité du travail

Estelle Voyer

Secrétaire de gestion

* Au 31 mars 2017

N. B. - Au cours de l'année, et selon les priorités, la Fédération fait appel à des personnes-ressources sous contrat.

MEMBRES DE LA FCSQ

Commission scolaire des Affluents

Commission scolaire des Appalaches

Commission scolaire de la Baie-James

Commission scolaire de la Beauce-Étchemin

Commission scolaire des Bois-Francs

Commission scolaire de la Capitale

Commission scolaire de Charlevoix

Commission scolaire du Chemin-du-Roy

Commission scolaire des Chênes

Commission scolaire des Chic-Chocs

Commission scolaire au Cœur-des-Vallées

Commission scolaire de la Côte-du-Sud

Commission scolaire des Découvreurs

Commission scolaire des Draveurs

Commission scolaire de l'Énergie

Commission scolaire de l'Estuaire

Commission scolaire du Fer

Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs

Commission scolaire Harricana

Commission scolaire des Hautes-Rivières

Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

Commission scolaire des Hauts-Cantons

Commission scolaire des Îles

Commission scolaire De La Jonquière

Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup

Commission scolaire du Lac-Abitibi

Commission scolaire du Lac-Saint-Jean

Commission scolaire du Lac-Témiscamingue

Commission scolaire des Laurentides

Commission scolaire de Laval

Commission scolaire du Littoral

Commission scolaire de Montréal

Commission scolaire des Monts-et-Marées

Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord

Commission scolaire des Navigateurs

Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois

Commission scolaire des Patriotes

Commission scolaire du Pays-des-Bleuets

Commission scolaire des Phares

Commission scolaire Pierre-Neveu

Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île

Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais

Commission scolaire de Portneuf

Commission scolaire des Premières-Seigneuries

Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke

Commission scolaire René-Lévesque

Commission scolaire de la Riveraine

Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

Commission scolaire de la Rivière-du-Nord

Commission scolaire de Rouyn-Noranda

Commission scolaire de Saint-Hyacinthe

Commission scolaire des Samares

Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles

Commission scolaire des Sommets

Commission scolaire de Sorel-Tracy

Commission scolaire des Trois-Lacs

Commission scolaire du Val-des-Cerfs

Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands



La Fédération
des commissions
scolaires
du Québec

É

[ÉTATS FINANCIERS
2016-2017]

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT.....	2
--	---

ÉTATS FINANCIERS

RÉSULTATS.....	3
----------------	---

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET.....	4
-------------------------------	---

BILAN.....	5
------------	---

FLUX DE TRÉSORERIE.....	6
-------------------------	---

NOTES COMPLÉMENTAIRES.....	7
----------------------------	---

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Annexe A - Administration.....	12
--------------------------------	----

Annexe B - Direction générale.....	12
------------------------------------	----

Annexe C - Communications et affaires publiques.....	12
--	----

Annexe D - Direction des relations du travail.....	12
--	----

Annexe E - Développement organisationnel et stratégique et adjoint des relations du travail.....	13
---	----

Annexe F - Services rendus, subventions et activités autrement financées.....	13
--	----

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de Fédération des commissions scolaires du Québec

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Fédération des commissions scolaires du Québec, qui comprennent le bilan au 31 mars 2017, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur

prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Fédération des commissions scolaires du Québec au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Autres points

Les états financiers de la Fédération des commissions scolaires du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 ont été audités par un autre auditeur indépendant qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 22 avril 2016.

Les données du budget sont présentées à titre informatif et n'ont pas fait l'objet ni d'audit ni d'un examen.

Roy, Labrecque, Busque, Blandin
CPA inc. ¹

Québec, le 29 avril 2017

¹ Par Gilles Busque, CPA auditeur, CA

RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	Budget	2017	2016
PRODUITS			
Cotisations	4 221 508 \$	4 221 508 \$	4 221 508 \$
Coordination des régions	81 569	64 574	77 010
Intérêts créditeurs et autres produits	18 200	21 139	22 736
Contrats de services	37 441	17 475	38 203
	4 358 718	4 324 696	4 359 457
Services-conseils aux membres (note 13)	2 128 335	1 840 575	1 722 462
Services des ressources matérielles	3 000	40 212	41 320
Colloque	-	12 750	-
Congrès biennal	203 000	-	173 968
	2 334 335	1 893 537	1 937 750
	6 693 053	6 218 233	6 297 207
CHARGES			
Administration (Annexe A)	1 088 234	1 060 434	1 167 753
Direction générale (Annexe B)	1 321 394	1 456 518	981 987
Communications et affaires publiques (Annexe C)	915 700	864 779	872 998
Direction des relations du travail (Annexe D)	296 100	310 430	269 200
Développement organisationnel et stratégique et adjoint des relations du travail (Annexe E)	907 290	751 651	976 626
Services rendus, subventions et activités autrement financées (Annexe F)	2 164 335	1 747 232	2 027 651
	6 693 053	6 191 044	6 296 215
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATION CORPORELLES	-	27 189	992
AUTRES CHARGES			
Amortissement des immobilisations corporelles	-	(74 307)	(85 923)
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	- \$	(47 118) \$	(84 931) \$

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

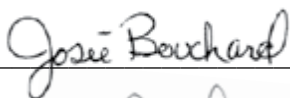
	Investi en immobilisations corporelles	Non affecté	2017 Total	2016 Total
SOLDE AU DÉBUT	1 717 700 \$	426 869 \$	2 144 569 \$	2 229 500 \$
Insuffisance des produits sur les charges	(74 307)	27 189	(47 118)	(84 931)
Investissement en immobilisations corporelles	43 598	(43 598)	-	-
SOLDE À LA FIN	1 686 991 \$	410 460 \$	2 097 451 \$	2 144 569 \$

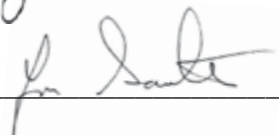
BILAN

31 MARS 2017

	2017	2016
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	688 857 \$	1 654 737 \$
Placements temporaires (note 3)	750 000	-
Débiteurs (note 4)	374 188	240 846
Charges payées d'avance	19 467	11 148
	1 832 512	1 906 731
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5)	1 686 991	1 717 701
	3 519 503 \$	3 624 432 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs (note 7)	812 898 \$	905 716 \$
Produits reportés (note 8)	382 593	363 704
Apports reportés (note 9)	226 561	210 443
	1 422 052	1 479 863
ACTIF NET		
INVESTI EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 686 991	1 717 700
NON AFFECTÉ	410 460	426 869
	2 097 451	2 144 569
	3 519 503 \$	3 624 432 \$
ENGAGEMENTS (note 10)		
ÉVENTUALITÉS (note 11)		

Au nom du conseil général,

 , présidente

 , directeur général par intérim

FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017	2016
FONCTIONNEMENT		
Insuffisance des produits sur les charges	(47 118) \$	(84 931) \$
Élément n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	74 307	84 864
	27 189	(67)
Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement :		
Débiteurs	(133 342)	191 998
Charges payées d'avance	(8 319)	35 223
Créditeurs	(92 818)	291 629
Apports reportés	16 118	(139 073)
Produits reportés	18 889	306 931
	(172 283)	686 641
INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(43 684)	(23 197)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	87	-
	(43 597)	(23 197)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(215 880)	663 444
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	1 654 737	991 293
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	1 438 857 \$	1 654 737 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements temporaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2017

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Fédération, personne morale au sens du Code civil du Québec, est constituée en corporation en vertu de la Loi concernant La Fédération des commissions scolaires du Québec, telle que modifiée le 3 juin 1999. La Loi permet à la Fédération d'accepter comme membre toute commission scolaire sans référence au statut confessionnel ou linguistique. La Fédération a pour but de promouvoir les intérêts de l'éducation à titre de représentante de l'ensemble des commissions scolaires du Québec.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

La Fédération applique les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Fédération consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Comptabilisation des produits

La Fédération applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus en dotations sont constatés à titre d'augmentation directe de l'actif net au cours de l'exercice.

Les cotisations sont constatés à titre de produits au prorata dans l'exercice auquel elles se rapportent.

Les contrats de services, les services-conseils aux membres, la coordination des régions et les services de ressources matérielles sont constatés à titre de produits lorsque les services sont rendus.

Les intérêts créditeurs sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisés au coût. Elles sont amorties selon les méthodes d'amortissement et les taux ou périodes indiqués ci-dessous :

	Méthodes	Taux ou périodes
Bâtiment	Amortissement linéaire	25 ans
Améliorations du bâtiment	Amortissement linéaire	5 ans
Ameublement de bureau	Amortissement dégressif	20 %
Équipement informatique	Amortissement linéaire	5 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels amortissables sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Fédération évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évaluées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des placements temporaires et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'emprunt bancaire, des comptes fournisseurs et charges courues et des salaires et vacances.

3. PLACEMENTS TEMPORAIRES

	2017	2016
Dépôt à terme, 1 %, encaissable en juin 2017	750 000 \$	- \$

4. DÉBITEURS

	2017	2016
Commissions scolaires et autres	370 567 \$	235 382 \$
Plan d'acquisition d'équipement informatique pour les employés	3 621	5 464
	374 188 \$	240 846 \$

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	2017 Amortissement cumulé	Valeur nette	2016 Valeur nette
Terrain	1 250 000 \$	- \$	1 250 000 \$	1 250 000 \$
Bâtiment	339 689	58 383	281 306	295 766
Équipement informatique	434 705	355 939	78 766	61 853
Ameublement de bureau	448 018	407 854	40 164	48 288
Améliorations du bâtiment	125 196	88 441	36 755	61 794
	2 597 608 \$	910 617 \$	1 686 991 \$	1 717 701 \$

6. EMPRUNT BANCAIRE

La Fédération dispose de deux emprunts bancaires aux montants respectifs de 100 000 \$ et 400 000 \$ remboursables sur demande, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % l'an, soit 2,95 %.

La Fédération dispose d'une carte de crédit au montant de 5 000 \$.

7. CRÉDITEURS

	2017	2016
Salaires et vacances	534 388 \$	547 175 \$
Comptes fournisseurs et charges courues	147 188	234 949
Taxes à la consommation	91 960	68 716
Dépôts de soumission	39 362	54 876
	812 898 \$	905 716 \$

8. PRODUITS REPORTÉS

	2017	2016
Développement de services en gestion des invalidités	327 593 \$	334 873 \$
Congrès	55 000	-
Groupe de concertation en santé	-	23 082
Attestation d'études professionnelles	-	5 749
	382 593 \$	363 704 \$

9. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées qui, en vertu de subventions, sont destinées à des projets et à couvrir les charges de ces projets pour les exercices subséquents. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	Programme santé et sécurité du travail	Commission des partenaires du marché du travail	2017	2016
Solde au début	107 553 \$	102 890 \$	210 443 \$	349 516 \$
Montants constatés à titre de produits de l'exercice	(177 377)	(171 090)	(348 467)	(448 727)
Montants reçus pour l'exercice suivant	183 433	181 152	364 585	309 654
Solde à la fin	113 609 \$	112 952 \$	226 561 \$	210 443 \$

10. ENGAGEMENTS

L'engagement pris par la Fédération en vertu d'un contrat avec un ancien employé échéant en juin 2020 totalisent 62 550 \$ et les versements à effectuer au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2018	20 850 \$
2019	20 850
2020	20 850

11. ÉVENTUALITÉS

Au cours de l'exercice, la Fédération a mis fin au contrat d'un cadre. Les deux partis sont présentement en négociation. De l'avis de la direction, les coûts associés à cette fin de contrat devraient s'élever à 81 025 \$ et ce montant a été imputé à l'exercice. Il existe un risque que le montant du règlement soit supérieur au montant comptabilisé.

12. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques financiers

La Fédération, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques, sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. Le principal risque financier se détaille comme suit :

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait la Fédération à subir une perte financière. Le risque de crédit pour la Fédération est principalement lié à ses comptes à recevoir.

La Fédération consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. La Fédération n'exige généralement pas de caution.

13. SERVICES-CONSEILS AUX MEMBRES

	Produits	Charges	2017 Net	2016 Net
Commission des partenaires du marché du travail	171 090 \$	47 860 \$	123 230 \$	- \$
Formation des gestionnaires	335 692	217 811	117 881	52 333
Concertation en santé	22 485	260	22 225	-
Recrutement	95 986	77 817	18 169	4 980
Formation pour instances politiques	40 629	30 523	10 106	(2 318)
Mandataire	59 820	53 900	5 920	-
Service de paie - <i>TREAQ-FP</i>	61 756	59 507	2 249	37
Santé et sécurité du travail	177 377	177 377	-	2
Développement des services en gestion des invalidités	322 695	322 695	-	376
Réunir & réussir	-	-	-	(4 250)
Centre collégial des services regroupés	-	1 212	(1 212)	(2 066)
Formation en gestion	-	9 025	(9 025)	(23 180)
Attestation d'études professionnelles	5 749	24 495	(18 746)	1
Soutien à la négociation	547 296	653 148	(105 852)	(115 844)
	1 840 575 \$	1 675 630 \$	164 945 \$	(89 929) \$

14. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2016 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2017.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	Budget	2017	2016
ANNEXE A - ADMINISTRATION			
Activités régionales	319 592 \$	319 674 \$	392 810 \$
Conseil général	269 186	215 849	274 156
Présidence et vice-présidence	202 485	210 351	206 242
Commissions permanentes	110 986	158 901	112 359
Bureau de direction	60 985	73 747	65 178
Priorité et dossiers majeurs	100 000	44 597	92 450
Assemblée générale	25 000	37 315	24 558
	1 088 234 \$	1 060 434 \$	1 167 753 \$
ANNEXE B - DIRECTION GÉNÉRALE			
Activités administratives et éducatives	383 200 \$	432 937 \$	380 868 \$
Changements à la direction	328 895	352 710	-
Direction	325 899	310 275	324 095
Ressources financières et matérielles	94 000	133 537	92 214
Services juridiques et secrétariat général	125 100	132 446	121 881
Recherche et analyse	64 300	94 613	62 929
	1 321 394 \$	1 456 518 \$	981 987 \$
ANNEXE C - COMMUNICATIONS ET AFFAIRES PUBLIQUES			
Communications	576 000 \$	531 214 \$	536 909 \$
Direction	238 500	243 654	233 097
Affaires publiques	63 000	53 397	65 585
Services téléphoniques	38 200	36 514	37 407
	915 700 \$	864 779 \$	872 998 \$
ANNEXE D - DIRECTION DES RELATIONS DU TRAVAIL			
Relations du travail et conditions de travail	129 600 \$	196 641 \$	118 517 \$
Direction	166 500	113 789	150 624
Documentation et archives	-	-	59
	296 100 \$	310 430 \$	269 200 \$

	Budget	2017	2016
ANNEXE E - DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL ET STRATÉGIQUE ET ADJOINT DES RELATIONS DU TRAVAIL			
Direction	235 959 \$	188 958 \$	277 297 \$
Siège social	200 110	187 695	172 952
Gestion des ressources humaines	125 921	148 956	212 328
Ressources matérielles	132 500	115 764	119 785
Informatique	85 000	68 172	84 295
Documentation, fournitures, mobilier et équipement	72 000	21 160	21 637
Imprimerie	55 800	20 945	61 831
Soutien aux événements	-	1	26 501
	907 290 \$	751 651 \$	976 626 \$

ANNEXE F - SERVICES RENDUS, SUBVENTIONS ET ACTIVITÉS AUTREMENT FINANCÉES

Services-conseils aux membres, santé et sécurité du travail, soutien à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires (note 13)	1 961 335 \$	1 675 630 \$	1 812 391 \$
Services des ressources matérielles	-	37 834	33 248
Colloque	-	33 768	-
Congrès biennal	203 000	-	182 012
	2 164 335 \$	1 747 232 \$	2 027 651 \$

RÉDACTION

Direction des communications et des affaires publiques

CONCEPTION GRAPHIQUE

Siamois Graphisme

PUBLIÉ PAR

La Fédération des commissions scolaires du Québec

1001, avenue Bégon

Québec (Québec) G1X 3M4

Téléphone : 418 651-3220

Télécopieur : 418 651-2574

Courriel : info@fcsq.qc.ca

Site internet : www.fcsq.qc.ca

Document : 7285

Dépôt légal - 2^e trimestre 2017

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Note - Dans le présent document, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.